



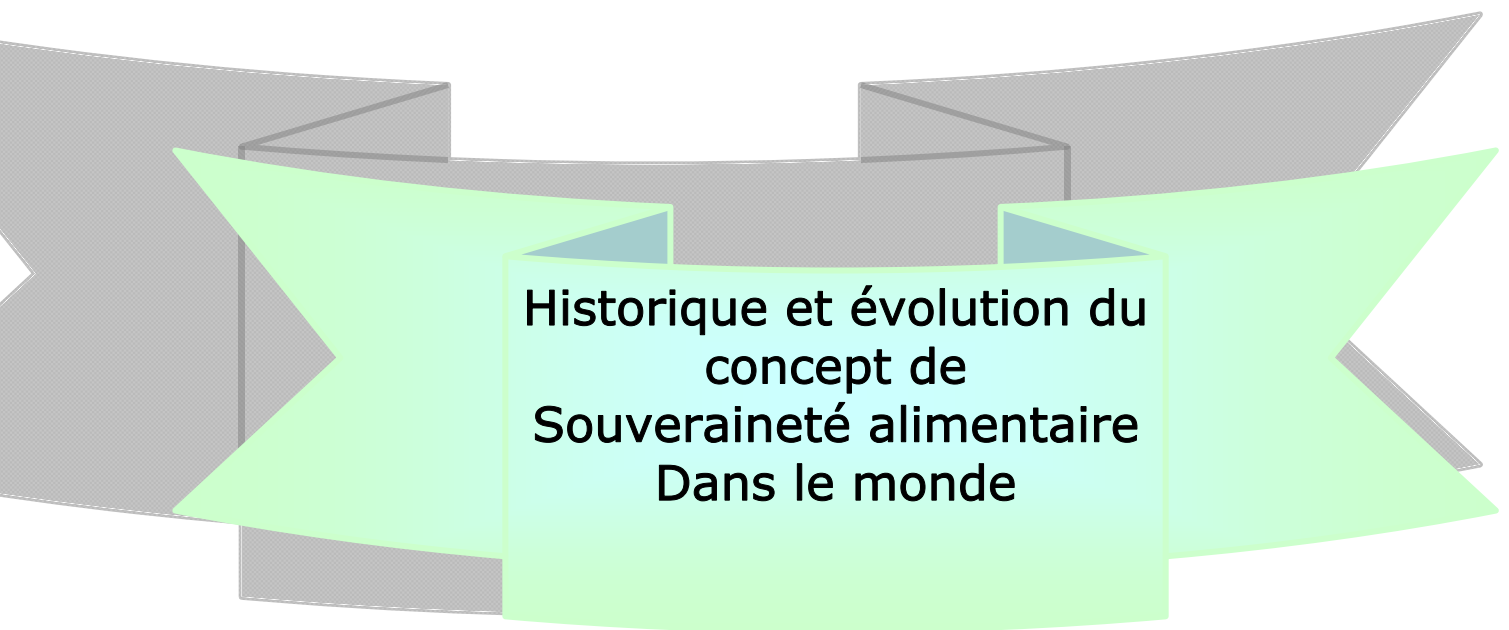
RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS AGRICOLES DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

Afrique Nourricière

09 BP 884 Ouagadougou 09 - Tel (226) 50-36-08-25 ; Tel/Fax : 50-36-26-13 ;

Site : www.roppa.info ; Email : roppa@roppa-ao.org; roppabf@liptinfor.bf ;

Forum sur la Souveraineté Alimentaire, Niamey, 7-10 novembre 2006



Historique et évolution du concept de Souveraineté alimentaire Dans le monde

**Ibrahima COULIBALY
Président de la CNOP /MALI**

I. SOURCE ET DEFINITION DU CONCEPT

La souveraineté alimentaire en tant que concept a été présenté pour la première fois par Via Campesina en marge du sommet de l'alimentation organisé par la FAO à Rome en 1996. Depuis, le concept a été repris et précisé par les différentes organisations.

Une fois développé la souveraineté alimentaire a été portée au débat public par Via Campesina comme une proposition alternative aux politiques néo-libérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur des débats de politique agricole et commercial au niveau international, y compris dans certaines instances des Nations Unies. Elle fut un des thèmes majeurs du forum parallèle des ONG au sommet mondial de l'alimentation de la FAO de juin 2002.

Ainsi la souveraineté alimentaire a été défini par Via Campesina comme « le droit pour un Etat ou une union d'états à définir leur politique agricole et alimentaire sans tentation de déstabiliser les marchés intérieurs des autres pays notamment par des exportations de produits alimentaires subventionné à bas prix ».

Ainsi la souveraineté alimentaire contrairement à ce que prétendent ses détracteurs n'est pas l'autarcie, au contraire elle cherche à promouvoir une valorisation et une interpénétration des diversités sans domination d'une partie sur l'autre

1. Echec des politiques libérales

Depuis près de trois décennies dans la majeure partie des pays pauvres surtout en Afrique l'insolvabilité des Etats a amené ces derniers à faire appel aux institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI). Ces derniers en « apportant » leur concours aux pays en question ont imposé en même temps des politiques libérales d'ouverture des marchés et des frontières. Ces politiques ont eu des impacts catastrophiques similaires dans tous pays cibles.

Cependant l'échec patent de ces politiques n'a pas empêché les pays développés de vouloir encore plus d'ouverture en voulant mettre tous pays aux mêmes normes de libéralisme par la création de l'OMC (organisations mondiale du commerce)

Via Campesina est un mouvement regroupant les intérêts de plus de 100 millions de petits producteurs agricoles et de travailleurs ruraux dans le monde parmi ceux qui ont le plus souffert de la libéralisation du secteur de l'agriculture. En développant le concept de souveraineté alimentaire via Campesina l'a voulu non seulement comme une rupture par rapport à l'organisation des marchés tel que prôné par les politiques de libéralisation mais aussi comme une proposition de politique qui tient la route car elle ne fait que reprendre la vraie substance de ce que la plupart des pays riches ont mis en œuvre et qui a donné des résultats. Actuellement ils veulent priver les pays les plus pauvres des mêmes possibilités et maintenir plus de la moitié de l'humanité dans une situation dépendance économique et alimentaire à des intérêts privés

2. implications du concept de souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire implique :

- De tout mettre en œuvre pour développer la production agricole locale et (ou) nationale pour nourrir la population du pays ;
- Permettre l'accès des paysans les plus vulnérables à la terre, à l'eau aux semences au crédit, ceci induit donc des réformes foncière là où la répartition de la terre est inéquitable et le refus des OGM (organismes génétiquement modifiés) qui concurrencent au contrôle des semences et donc de l'alimentation humaine par des intérêts privés de multinationales.
- Le droit des paysans à choisir de produire d'abord et avant tout ce qu'ils mangent.
- Le droit des consommateurs à pouvoir décider de ce qu'ils veulent consommer (Habitudes et cultures alimentaires des peuples).
- Le droit des Etats à protéger l'agriculture nationale et les paysans du pays des importations agricoles et alimentaires à bas prix (du fait des subventions et du dumping) ;
- Permettre aux paysans de recevoir une rémunération honnête de leur efforts de production ceci passe nécessairement par la taxation des importations alimentaires à bas prix pour créer une égalité de chance entre la production nationale qui se fait avec des coûts réels de production, et les produits importés qui sont presque toujours vendus en deçà de leurs coûts de productions ;
- La maîtrise de la production nationale afin d'éviter de générer des excédents de production qui ne pourront pas être écoulés autrement qu'à perte ; ceci est la garantie de la durabilité des modes de productions qui seront mis en œuvre dans la politique agricole nationale ;
- La participation des populations aux choix de politique agricole ;
- La reconnaissance des droits des paysans qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

II- ETAT DES LIEU EN AFRIQUE:

Aujourd'hui dans la plupart des pays du sud on a hérité des périodes coloniales et post-coloniales des modes de consommations qui ne permettent pas l'essor de nos propres productions alimentaires ;

(Exemple : la majeure partie des pays africains au sud du Sahara ne produisent pas un grain de blé pourtant le pain et les autres produits alimentaires dérivés du blé progressent plus dans les habitudes alimentaires que toute autre production nationale). Cette situation est aberrante et crée la dépendance alimentaire dont il faut sortir pour que l'agriculture des pays en question puisse continuer à faire vivre les paysans et aussi les urbains.

Le blé a été introduite pendant la colonisation et sa consommation a été alimenté par la suite par des programmes d'aide alimentaire en nature (farine ou blé en grain).

L'aide alimentaire des années de sécheresse notamment devrait normalement avoir pour finalité de permettre aux pays bénéficiaires de se passer d'aide et donc elle aurait dû servir à renforcer la production alimentaire nationale en soutenant les prix des petits producteurs. L'aide alimentaire devrait pour ce faire être monétaire afin d'acheter les productions nationales ou tout au moins de la même région à un bon prix avec les producteurs, en jouant sur les complémentarités naturelles entre zones excédentaires et déficitaires. Aujourd'hui l'aide alimentaire est devenue une fin en soi et un moyen pour les pays riches d'écouler leurs excédents de productions dans les pays du sud en détruisant leurs secteurs agricoles.

L'aide alimentaire a été un projet pour changer dans la durée les habitudes alimentaires des pays du Sud et dévaloriser aux yeux des consommateurs les productions locales ; d'où une bonne raison de la dénoncer dans sa conception actuelle.

L'agriculture est une activité qui nécessite pour que les paysans puissent continuer à être agriculteurs des prix acceptables et dignes qui permettent aux producteurs de renouveler leurs outils de production et de ne pas détruire à jamais leur potentiel productif, et de ne pas être obligé d'abandonner l'activité agricole et d'émigrer dans les villes.

La souveraineté alimentaire est la prise de conscience qu'aucun pays ne devrait laisser le soin de la fourniture de son alimentation par un autre pays.

Aussi il apparaît dans ce concept clairement que la majeure partie des problèmes économiques que connaissent les pays du Sud viennent du fait qu'ils produisent en grande quantité d'autres productions agricoles dites de rentes (café, cacao, coton, arachide....) alors qu'ils pourraient utiliser leur potentiel pour produire de l'alimentation.

L'orientation des systèmes de productions en Afrique vers les cultures d'exportation héritage de la colonisation a été reconduite à l'indépendance par l'élite politique urbaine qui a pris le pouvoir. Les cultures de rente sont vendues sur un marché mondial dont les pays producteurs ne maîtrisent nullement les mécanismes de fixation des prix ce qui les fragilise et accroît leur dépendance.

Les maigres devises rapatriées de la vente de ces produits de rente vont par la suite servir à acheter des denrées alimentaires qui souvent ne peuvent nullement être produites dans les conditions locales d'où une double dépendance chronique et presque sans issue qui s'installe (dépendance aux cultures de rentes que les populations locales ne consomment pas et dépendances aux importations alimentaires des denrées produites dans d'autres pays.).

Ceci explique en grande partie l'impasse économique de nos pays alors que la quasi totalité d'entre eux disposent d'assez de ressources en eau, en terre et en animaux pour fournir suffisamment de nourriture pour toute la population des pays à la condition que de bons choix politiques soient faits en conséquence. D'où la nécessité pour les groupes organisés dont les OP de s'impliquer dans l'élaboration des politiques du secteur rural afin que les choix aillent dans le sens des priorités responsables qui préservent l'activité agricole et l'économie nationale.

Ces dernières années la quête de la souveraineté alimentaire prend une nouvelle dimension dans la région Ouest africaine à travers les processus d'élaboration de nouvelles politiques agricoles, processus qui de part l'implication des vrais concernés, les paysans prennent en compte la Souveraineté alimentaire.

Ainsi après la politique agricole commune de la CEDEAO, la loi d'orientation agro sylvo pastorale du Sénégal et la loi d'orientation agricole du Mali reconnaissent la souveraineté alimentaire comme le cœur des ambitions de ces politiques agricoles.

Reste à voir à l'application comment seront gérés les contradictions issues du fait que les pays en question sont signataires d'accords au niveau international qui empêchent la réalisation de la souveraineté alimentaire et l'engagement pris à l'intérieur de réaliser cette souveraineté alimentaire à travers les politiques agricoles concertées !

III- LA DIFFERENCE SECURITE -SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire est le fait pour un peuple, un pays ou un groupe de pays de disposer de suffisamment de nourriture en quantité et en qualité quelque soit la provenance de cette nourriture.

Ainsi un pays qui ne produit pas un kilo de denrée alimentaire peut avoir la sécurité alimentaire à la condition d'avoir les moyens de payer et de distribuer l'alimentation à l'interne.

Ce concept intègre les dimensions de disponibilité physique, l'accès et la qualité des aliments mais manque de dimension politique.

La souveraineté alimentaire quand à elle mise sur les choix politique et volontaires des pays des populations et des communautés.

Ainsi, la souveraineté alimentaire devient la possibilité pour une population de maîtriser les choix essentiels qui lui permettent d'assurer sa propre sécurité alimentaire par ses ressources.

Ceci traduit la dimension hautement stratégique de la souveraineté alimentaire qui est une indépendance dans la sécurité alimentaire, la maîtrise de son alimentation et des moyens qui concurrent à sa production à sa transformation et à sa distribution.

IV- EVOLUTION DU CONCEPT

1). Réveil des mouvements paysan sur les questions de politiques agricoles

La dégradation de la situation des agricultures paysannes dû à des erreurs de politiques agricoles ajouté au désengagement des états de toute aides aux paysans dans le Sud a produit une nouvelle donne celle des paysans à vouloir régler leurs problèmes par eux-mêmes ce qui les a conduits à comprendre que la sources de leurs problèmes se trouvent dans les cadres politiques mis en place et par conséquent pour changer leur situation il fallait d'abord changer les politiques.

Changer les politiques implique de réfléchir profondément et de venir sur les tables de négociation avec des propositions construites ce que via Campesina a fait avec la souveraineté alimentaire.

Aujourd'hui, un peu partout en Afrique, en Asie, en Amérique latine et même quelque peu en Europe et aux USA les paysans investissent le terrain pour le changement des politiques agricoles et commerciales dans le sens de leurs priorités et intérêts.

2) Adhésion des ONG au combat pour la souveraineté alimentaire :

Il y a de plus en plus une lassitude face à l'entêtement des pays riches à faire avaler à d'autres pays ce que eux mêmes ne pourront jamais se permettre c'est-à-dire laisser les forces du marché gérer leur agriculture et leur alimentation . Cette situation est sans aucun doute à la base du blocage actuelle de l'OMC sur les question agricoles. Beaucoup d'ONG et d'associations de par le monde reconnaissent aujourd'hui que tous pays doivent avoir les mêmes possibilités de développer et de protéger leurs agricole et en cela ils adhèrent à la souveraineté alimentaire pour sa cohérence sur ce terrain.

Il n'existe en fait aujourd'hui aucune proposition acceptable pour les pays pauvres dont une grande partie dépend de l'agriculture sur la table des négociations commerciales internationale en dehors de la souveraineté alimentaire ; les sociétés civile dans les pays du sud développent des alliances de plus en plus avec la société civile internationale sur cette question.

3) Cohérence du concept face aux politiques libérales :

Ce qui fait la force de la souveraineté alimentaire c'est le fait que tous pays aujourd'hui développé ont fait un usage important de la protection et même du protectionnisme pour développer leurs secteurs économiques en particulier l'agriculture . Encore aujourd'hui ces pays préservent ces secteurs à coup de subvention massives qui n'ont plus aucun rapport avec des coûts de production et une vérité des prix sur les marchés.

Tous les pays reconnaissant le caractère particulier de l'agriculture et de la culture de ceux en vivent et tentent d'une façon ou d'une autre de préserver cela. Mettre aujourd'hui en avant la standardisation de la production du commerce et de la consommation alimentaire mondiale est un projet inédit dans l'histoire de l'humanité et ne peut qu'échouer car elle banalise la seule source de bien dont l'homme ne pourra jamais se passer vivre : la nourriture

4) Les nouvelles dimensions de la souveraineté alimentaire :

La souveraineté alimentaire depuis son lancement n'a cessé de séduire de plus en plus d'acteurs et aussi de prendre en charge de plus en plus de défis :

- **La question semencière et les OGM :**

La question semencière est plus en plus au cœur du débat de la souveraineté alimentaire, en effet l'évolution des politiques libérales vers la privatisation du vivant au profit des firmes transnationales pose des problèmes nouveaux à la concrétisation de la souveraineté alimentaire. Les communautés rurales par le jeu de la biopiraterie risquent chaque jour davantage de se voir priver de leurs droits sur des ressources génétiques qu'ils ont conservés depuis des générations

Ainsi le combat contre les OGM et le brevetage du vivant sont plus que jamais au cœur du débat de la souveraineté alimentaire

- **La question des pêcheries et des zones de pêche**

La dégradation des ressources du fait d'une utilisation incontrôlée est de plus en plus un fait constaté c'est la raison pour laquelle les peuples de pêcheurs ou ceux qui vivent des ressources de la mer ont plus en plus de mal à trouver leur moyens d'existence ils sont dépossédés de leurs terres au profit d'investisseurs surtout pour le tourisme. Ainsi ces mouvements de pêcheurs plus que jamais se reconnaissent aussi dans le combat pour la souveraineté alimentaire qui ont un combat global contre le néolibéralisme dans ses différentes manifestations

- **La question des peuples autochtones et des peuples nomades**

Les peuples autochtones et les populations nomades font partie des communautés d'oubliés du développement et leurs droits sont la plupart du temps ignorés et bafoués. De plus en plus ces communautés s'organisent et développent un leadership réel. Les organisations de peuples autochtones et de peuples nomades dans leurs combats pour la reconnaissance de leurs droits mettent de plus en plus en avant la souveraineté alimentaire.

5) Les propositions politiques qui sous tendent la souveraineté alimentaire

Elles se centrent autour des points suivants

- le retrait de l'OMC des questions de l'agriculture et de l'alimentation,
- la régulation des échanges de produits agricoles au niveau international par une organisation multilatérale transparente et non basée uniquement sur la logique « tout produits bons dans le commerce et pour le profit des plus forts »,
- le libre choix des instruments de politique agricole pour chaque pays,
- la nécessité de protéger les agricultures paysannes par des taxes à l'importation,
- l'interdiction de vendre les produits agricoles en deçà de leurs coûts de production : dumping,
- restauration d'une vérité des prix et des prix rémunérateurs pour les paysans,
- le refus de toutes technologies hasardeuses ou potentiellement dangereuses ou aliénant genre OGM, ainsi que du brevet sur le vivant
- la réhabilitation de la question de la réforme agraire là où elle est nécessaire

V- NECESSITE D'UNE SOUVERAINETE DES ETATS

Les politiques néo-libérales donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde, Au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles. En outre elles ont renforcé la course au productivisme dans l'agriculture en mettant en danger le potentiel productif des sols, le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète. Elles ont contraint des centaines de millions de paysans à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles durable pour des pratiques à sens unique, à l'exode rural, ou à l'émigration.

Les Institutions financières internationales comme le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale, et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ont mis en œuvre des politiques dictées par les intérêts grandes puissances et les firmes transnationales.

Les accords internationaux (OMC), régionaux ou bilatéraux de libre -échange des produits agricoles n'ont pour objet que de permettre aux puissances occidentales de contrôler le marché mondial de l'alimentation.

L'OMC a prouvé son incapacité à régler les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation depuis sa création jusqu'à nos jours raison pour laquelle elle doit se retirer de l'agriculture.

Dans le monde entier, des importations agricoles à bas prix détruisent l'économie agricole locale; c'est le cas du lait européen importé en Inde et en Afrique, du porc US dans les Caraïbes, de la viande et des céréales UE en Afrique, de l'alimentation du bétail en Europe, etc. Ces produits sont exportés à bas prix grâce à des pratiques de dumping.

Il devient urgent pour les Etats aussi bien au Nord mais surtout au Sud de se ressaisir pendant qu'il est encore temps et mettre en œuvre des politiques agricoles qui donnent la chance à la majeure partie de la population du globe de vivre dignement en cela la souveraineté alimentaire est une source importante d'inspiration.

VI- CONCLUSION

La souveraineté alimentaire a certes évolué depuis son lancement et a fait des adeptes cependant le risque est grand de la voir se vider de son contenu car de plus en de leaders politiques même parmi les plus libéraux de la planète se prononcent aussi en faveur de la souveraineté alimentaire Ils donnent là à la souveraineté alimentaire un contenu qui n'as plus rien à voir avec son vrai contenu.

Les défenseurs du concept doivent donc resserrer leurs rangs et se positionner pour qu'elle garde tout son sens mais aussi et surtout qu'elle puisse devenir opérationnelle dans les politiques agricoles aux niveaux local, national, régional, sous-régional et international.